



## Réflexion autour d'un canal associatif partagé permanent

Comment mettre sur pied un canal associatif qui soit permanent, présent sur un opérateur national, et qui mutualise les productions des VDPO ? C'est Eric Falconetti qui a lancé le débat en fin de semaine dernière. Il réfléchit avec Antoine Dufour (O2Zone.tv) sur le sujet. Navarro (Téléplaisance) et Jean-Michel Cornu (Vidéon) s'y sont mis. Objectif : passer au dessus de l'accueil des diffusions temporaires, et proposer une organisation qui aille dans le sens de la logique de flux des opérateurs. Ce canal pourrait, à terme, faire converger les expériences qui existent déjà (la Web TV de Vidéon par exemple).

Pour résumer, un groupe composé d'Antoine, Eric, Nicole, Jean-Michel et Navarro doit réfléchir sur le cadre possible pour la mise en œuvre d'une structure qui puisse négocier un tel canal avec les opérateurs numériques nationaux (Free, TPS...). Un document de deux pages devrait être soumis à la Fédération, avant de passer à une étape plus offensive. La piste évoquée par Navarro (profiter des 20 heures libres par jour sur les canaux de France 3 sur Free) pourrait être explorée.

Et longue vie au CAPP !

## Polymage

Ca y est. Vidéon, en association avec la Fédération, Alice Coopérative Concept, la mairie d'Ivry, l'Université d'Ivry, l'INT, la maison de quartier des Epinettes, vient de remporter l'appel d'offre sur les technologies alternatives de la DATAR.

Ce projet doit expérimenter un procédé de télévision sur Internet visible sur les télévisions normales via les nouvelles technologies sans fil, les antennes collectives, et des récepteurs qui seront inventés pour l'occasion.

Pour en savoir plus : <http://www.videontv.org/wikini/wakka.php?wiki=PolYmage>

## Europe d'aujourd'hui sur Image : à l'année prochaine ?

Ce projet, souvent appelé « Projet Est - Ouest » en interne, n'a pas pu être présenté cette année. Il fallait que le projet soit prêt, co-financé, avant le 30 novembre. Les délais n'ont pas pu être tenus. Le chef de file du projet, l'Association d'aide aux jeunes par le travail (AAJT, Marseille), reste cependant mobilisé pour l'année prochaine. Ce ne devrait donc être que partie remise. Riv'Nord (Saint-Denis) et Airelles Vidéo (Aix-en-Provence) étaient parties prenantes du projet. Financé par l'Union Européenne, celui-ci tournait autour de la production de films par des jeunes européens autour des questions communautaires actuelles (élargissement, Constitution, etc.).



### Région Centre : rencontre autour de la télé participative

Dominique Fleurat (TLC) a rencontré l'ensemble de l'exécutif régional du Centre (tous les vice-présidents et le directeur général des services le 2 décembre dernier. On va donc vers une journée de travail dans l'hémicycle régional fin mars - début avril. Dominique a carte blanche pour préparer cette rencontre, qui sera précédé d'un état des lieux, et d'une prise de contact avec les services, les élus et les partenaires. Cette aura pour objectif de faire des propositions d'action pour développer la télévision participative sur le territoire régional. La proposition a été très bien accueillie par le PS, les Verts, le PC et les Radicaux. Il faudra donc que les « pros » de la Fédération prévoient dans leurs agendas cette journée, qui se tiendra à Orléans. Il faudra convaincre ! Technique, loi, modes de diffusions seront à l'ordre du jour.

D'autre part, la vice-présidente à la culture de la région devrait insister sur la prise en compte de cette question de la télévision participe aux réunions de l'Association des régions de France. Dominique est chargée de prendre contact avec l'ARF pour voir ce qui se fait dans les autres régions.

### TNT : vers une prise de position commune avec l'UTLSP ?

L'Union des Télévisions de Service Public (UTLSP) lance une initiative vis-à-vis de la Télévision Numérique Terrestre (TNT). Elle entend protester auprès du CSA pour le peu de place accordé à la question des télévisions locales dans les communications actuelles concernant la TNT. Une initiative regroupant tous les acteurs (publics, associatifs, privés) est sur l'établi de travail.

### Bretagne : vers une fédération Bretonne ?

La demande d'adhésion d'une télévision locale brestoise (TGB) à la Fédération pourrait activer les choses en Bretagne. Trégor Vidéo et Télé 5000 avait déjà évoqué avec TGB l'organisation éventuelle d'un festival de la Web TV à Douarnenez. L'arrivée de TGB au sein de la Fédération pourrait être l'élément déclencheur. D'autant qu'aucune des trois structures ne se sent en mesure de porter seule l'organisation d'un tel festival. Pour l'instant, la demande de TGB a été formulée.

### La Fédération invitée à la rencontre régionale de la Culture des Verts d'Ile-de-France.

Les Verts d'Ile-de-France ont contacté la Fédération pour participer à une réunion de réflexion autour de la télévision participative. C'est Jean-Michel Cornu, qui ne pourra être présent, qui a établi le contact. Cette réunion aura lieu à Paris, le 20 décembre 2004.

### Débat à la L'université de Paris 8 (Saint-Denis, 93)

Téléplaisance et Riv'Nord participeront à une conférence à la l'Université de Paris 8 (Saint-Denis, 93) autour de la question de la télévision locale. Cette (petite) intervention (de 30 minutes) aura lieu dans le cadre d'une journée de réflexion autour de la TNT. Cette réunion a lieu le lundi 13 décembre 2004. Merci à Geoffrey (Téléplaisance) pour le lien avec la Fédération.



### Validation de la plaquette de la Fédération : des débats de fond

La plaquette (pour l'instant en instance de validation entre les membres du CA) apporte son lot de questionnements. Ainsi, faut-il mettre en avant le fait que le fond de soutien peut-être une protection vis-à-vis de certaines collectivités locales ? Dominique Fleurat craint que ce ne soit pas une bonne idée de le revendiquer alors que nous sommes actuellement tournés vers, justement, ces collectivités locales pour survivre. Pour Guy Pineau, s'il faut effectivement nuancer notre prise de position pour n'effrayer personne, il est fondamental de garder cette revendication d'indépendance. Il s'inquiète actuellement de la mainmise des collectivités locales sur les télévisions locales émergentes.

Pour Nicole Alix, d'autres éléments sont à prendre en compte. A l'heure des projets comme TVasso, axer trop fortement sur les diffusions de petite périodicité n'est pas forcément très cohérent. Ce genre d'argument pourrait être utilisé comme justification par le CSA pour donner des fréquences à Lagardère et consorts. Un fond de soutien n'ira de toute façon qu'à des télévisions régulières. De plus, il ne faut pas limiter le fond de soutien à un prélèvement sur la publicité, ce qui dédouane les Régions, les conseils généraux... Enfin la revendication d'un fond de soutien ne doit pas être le seul combat politique de la Fédération. Elle doit aussi se battre pour obtenir une reconnaissance générale de l'audiovisuel participatif. L'égalité avec les télé commerciales doit être une de nos motivations.

### Acrimed : de l'info sur Marseille

Acrimed a du nouveau sur les télévisions locales, et notamment la situation à Marseille. ([www.acrimed.org](http://www.acrimed.org)). De son côté la Fédération avance vers l'élaboration d'une prise de position officielle au sujet de Marseille et de la politique du CSA. Cette déclaration doit servir à alerter les médias sur la situation.